



reçu en main propre  
avec les réserves d'usage  
le 11/04/2016 à 9h 10  
Cécile Lefevre

## Préavis de grève

Depuis trois ans, toutes les instances représentatives du personnel (CE, CCE, CHS-CT) et l'ensemble des syndicats, ont exprimé leur opposition au projet « Info 2015 » lancé par Thierry Thuillier. Les expertises réalisées par des cabinets indépendants ont montré qu'il était mal ficelé, qu'il portait atteinte au pluralisme de l'information, et qu'il était générateur de risques psycho-sociaux pour tous les salariés.

Aujourd'hui, plus de 3 ans après le lancement du projet, le démantèlement de la rédaction nationale de France 3 s'accélère avec la phase 1 du projet qui prévoit le déménagement dans les prochaines semaines des services économie, culture, vidéothèque, son... déménagement que les chefs OPS ont contesté à l'occasion de leur saisine du 03 mars 2016 et dont la réunion s'est soldée par un échec.

A deux reprises, la SDJ de France 3 a organisé des consultations qui ont montré que plus de 80% des journalistes étaient contre la fusion.

Et pourtant, malgré toutes ces oppositions exprimées depuis plus de 3 ans, la nouvelle présidente de FTV et le directeur de l'info continuent à déployer le funeste projet de disparition de la rédaction nationale de France 3.

Qui peut croire que les éditions nationales seront maintenues dans les prochaines années ?

Qui peut croire, contrairement à ce qu'affirme la direction avec un grand cynisme, qu'Info 2015 ne va pas se traduire par des redéploiements vers la chaîne tout info largement sous financée, au détriment de la qualité de nos éditions ?

Et que dire de l'entrée en fonction des DEO (directeurs éditoriaux opérationnels) qui incarnent tous les jours la mise sous tutelle de notre rédaction, nous cantonnant aux faits divers, aux sujets météo ou conso. La news-factory, avec un contrôle total de l'information par une poignée de DEO se met insidieusement en place.

Il est encore temps de stopper cette fusion en envoyant un message clair à la direction. Non à la disparition des rédactions nationales de France Télévisions, non à la fusion.

Pour toutes ces raisons, les organisations syndicales signataires de ce préavis exigent :

### l'abandon du projet info 2015.

Ils appellent les salariés de la maison FTV, à cesser le travail le jeudi 07 avril 2016 à partir de 00h00 pour une durée de 24 h.

Paris, le vendredi 01<sup>er</sup> avril 2016

Pour la CGT

Pour la CGC

Pour la CFDT

Pour le SNJ

C. FRUCHARD

P. CHAUVIGNÉ